



Le 9 avril, se faire entendre par le gouvernement

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

Après une accalmie au mois de janvier, les chiffres du chômage sont repartis à la hausse en février (+0,4%, soit 12800 chômeurs supplémentaires dans la catégorie A).

Cela montre que même s'il y a, selon le gouvernement, quelques indicateurs économiques qui frémissent, cela ne se traduit pas par une diminution du chômage.

Qui plus est, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans augmente mois après mois, conduisant de plus en plus de chômeurs ayant épuisé leur droit à indemnisation à vivre ou survivre avec un minimum social.

Et l'allocation équivalent retraite (AER), dont nous continuons de dénoncer la disparition, n'a toujours pas été remise en place pour des raisons budgétaires. Retrouver une activité économique plus forte par l'investissement public et privé, par le soutien du pouvoir d'achat est donc de plus en plus prioritaire pour des raisons sociales, économiques et démocratiques.

C'est pourquoi, y compris après les élections départementales, nous mettons en avant nos revendications en matière de salaires, de service public, de protection sociale et d'emploi. C'est tout l'objet de notre journée de grève et de manifestations du 9 avril.

Cette responsabilité est du rôle d'une confédération qui combat l'austérité et ses effets néfastes. Il s'agit de se faire entendre par le gouvernement.

Le 9 avril est une nécessité. Il doit aussi être un espoir pour l'ensemble des salariés actifs, chômeurs et retraités.

Il nous appartient, dans les jours qui viennent, de continuer à mobiliser pour assurer sa réussite.

Ça suffit! Maintenant, le social.